

Société d'études économiques et sociales, Lausanne

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes
Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **27 (1969)**

Heft [1]: **Adaptation de l'homme au monde de demain**

PDF erstellt am: **23.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Société d'études économiques et sociales, Lausanne

Nos objectifs

Créée en 1943, notre Société se propose d'être un centre d'études des problèmes économiques et sociaux suisses et internationaux, ainsi qu'un organe de dialogue entre l'Université et les milieux économiques. La composition du Comité de direction reflète les préoccupations ci-dessus. La Société est indépendante de toute tendance doctrinale ou politique.

Nos membres et abonnés

Ils se recrutent dans des milieux très variés tels que: industrie, commerce, enseignement, Université, administration publique, journalisme, etc. Leur intérêt porte sur les problèmes théoriques et pratiques concernant l'évolution de l'économie suisse et mondiale, ainsi que sur la place de la Suisse romande dans cette économie. La souscription à l'abonnement donne droit à la qualité de membre, si désiré.

Nos activités

1. Edition de la *Revue économique et sociale* (liste des articles parus disponible sur demande). La Revue constitue une des rares liaisons qui existent en Suisse romande entre théoriciens et chercheurs d'une part, et praticiens de l'économie d'autre part.

2. Organisation périodique de conférences et de forums consacrés à des thèmes économiques et sociaux d'actualité (les concentrations d'entreprises, la réforme des finances fédérales, le canal du Rhône au Rhin, la réforme de l'enseignement, etc.).

3. Organisation de groupes d'études sur des sujets particulièrement importants (Etude prospective *Vaud 1986*). Les résultats de tels travaux font l'objet de publications séparées.

4. Collaboration avec d'autres associations pour la mise sur pied de manifestations communes (« Journées du Mont-Pèlerin », en collaboration avec les Sociétés vaudoise et genevoise des ingénieurs et des architectes et le Cercle d'études économiques et sociales du Haut-Léman).

5. Edition de numéros spéciaux, portant sur les résultats de travaux en groupe ou sur d'autres thèmes (Journées du Mont-Pèlerin, Vaud 1986, L'Inde et la Suisse).

6. Mise à disposition de nos membres de documentation; notre Société entretient des contacts avec des organisations économiques, universitaires ou industrielles suisses ou étrangères et échange avec celles-ci revues et documentation.

Nos ressources et nos prestations

Les ressources proviennent essentiellement des cotisations et abonnements qui se montent à Fr. 150.— par an pour les personnes morales, et à Fr. 25.— par an pour les personnes physiques, ainsi que de la vente des numéros spéciaux et de numéros isolés de la *Revue économique et sociale*. Ces cotisations donnent droit à l'abonnement à la R.E.S. (4 numéros par an de 80 pages environ chacun), aux convocations régulières aux conférences, forums et groupes de travail organisés périodiquement par la Société, à l'information sur la parution des numéros spéciaux, ainsi qu'à l'accès à la documentation.

Comment devenir membre ou abonné ?

Veillez nous téléphoner au N° 021 22 11 47 ou nous écrire à l'adresse ci-dessous:

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES et SOCIALES, 5, place de la Cathédrale, 1005 Lausanne

voitures à des conducteurs du dimanche qui ne les utiliseront ainsi qu'à 5 % (et pour ces seules voitures du dimanche il faut multiplier les autoroutes de dégagement...). Beaucoup plus que dans des tentatives, qui me semblent un peu utopiques, vers un habitat « mobile », « évolutif », « souple », c'est dans une possibilité de choix que je vois un espoir pour cet homme humilié qu'est le citoyen. Et si l'on pouvait choisir son logement, les architectes ne seraient-ils pas beaucoup plus qu'aujourd'hui amenés à donner le meilleur d'eux-mêmes ?

L'habitat d'aujourd'hui est peu économique

L'habitat est actuellement conçu de manière peu rationnelle, peu économique : normes d'équipement minimums se traduisant par des coûts unitaires disproportionnés, mauvais rapport surface/équipements (accroître de 50 % la surface d'un logement pourrait se traduire par une augmentation de coût de 15 % seulement), fabrication artisanale ; mais aussi manque d'imagination, d'invention (on n'a pas à craindre dans ce domaine un développement scientifique trop rapide, l'accélération du train des connaissances et du savoir faire...).

Le coût de la construction n'a cessé d'augmenter, pour un résultat souvent plus médiocre, alors que dans le même temps le coût de fabrication des voitures diminuait. Pourquoi, comment en est-il ainsi ? Entre autres parce que le problème de l'habitat est considéré isolément et sous l'angle trop restreint du financement capitaliste qui ferme les yeux sur les dépenses induites par un habitat de mauvaise qualité : maladies physiques et mentales, coût inadmissible de routes, d'autoroutes, d'infrastructures que l'on pourrait limiter considérablement avec un minimum de prévision et d'autorité, voitures, accidents, pollution, achat de gadgets ménagers pour pallier le manque de place, tristesse des « évasions » manquées, etc.

Si l'on faisait le bilan complet du coût, et des coûts induits, de l'habitat actuel, on conclurait vraisemblablement qu'une nouvelle répartition des investissements, qui donnerait à l'habitat ce qu'elle retirerait à d'autres secteurs en apparence plus rentables pour le capital privé, se traduirait par une économie générale.

Revaloriser les liens entre les activités de la vie quotidienne constitue un devoir aussi important que de revaloriser l'habitat. Le sentiment d'aliénation qu'éprouve le citoyen se trouve dû pour une bonne part à l'opposition entre vie publique et vie privée, à la séparation des fonctions entre elles, des formes entre elles, des formes et des fonctions, à la hiérarchie de notre société, hiérarchie soulignée par la plupart des projets d'urbanisme (c'était beaucoup moins le cas dans les villes anciennes), à la dislocation de la vie quotidienne entre travail, loisirs, repos, repas, vie de famille (peu de doctrines auront été en définitive aussi nocives que celle qu'exprimait la Charte d'Athènes : habiter, travailler, circuler, se récréer), et enfin à l'influence nocive de la publicité.

Procédant par flatterie, la publicité tend à la réédification du sujet qu'elle assiège, soit à sa transformation en objet, autrement dit à son aliénation. Elle suscite par ailleurs une civilisation de l'ersatz (caravanning, prêt-à-porter pour toutes bourses, « bon magique », etc.). Elle entraîne la déception, l'humiliation de l'individu lorsque celui-ci finit par constater le décalage entre ce qu'il est et le portrait flatteur que la publicité lui a présenté dans son miroir truqué. Elle intoxique, empoisonne l'individu, lui retire l'exercice du choix, attachée qu'elle est à lui *imposer* des produits en fonction de seuls profits capitalistes. Faut-il conclure avec les urbanistes marxistes, tel Hubert Tonka, de l'Institut d'urbanisme de Paris, que cette aliénation de l'homme est consciente et voulue par la société capitaliste ? Pour le marxiste,

en effet, l'être qui échapperait à l'aliénation, qui retrouverait son intégrité, sa totalité, se révolterait... Ou n'est-ce pas plutôt le fait de toute société industrielle, capitaliste ou non capitaliste ?

Comment intervenir ?

Quels moyens l'architecte, l'urbaniste, l'ingénieur, l'administrateur ont-ils de susciter, de développer de meilleures relations entre l'homme et le monde bâti, de favoriser cette recherche d'harmonie ? Il s'agit de créer une ville saine, qui ait sa physionomie propre, sa propre personnalité, et d'y parvenir par l'utilisation la plus économique, la plus rationnelle possible des moyens à disposition. Certaines techniques modernes de l'urbanisme peuvent nous aider dans cette tâche. Malheureusement on se contente encore trop souvent, et à Genève en particulier, de méthodes de l'entre-deux guerres : on trace quelques voies de circulation, puis on applique aux zones délimitées par ces voies des « grilles » d'équipement : on parachute partout les mêmes éléments. Résultat : cette triste uniformité qui traduit la démission des responsables.

Pour donner à une ville, à un quartier, à un îlot son individualité, une personnalité, l'urbanisme doit s'imprégner profondément de ses caractéristiques originales. Et là certaines techniques modernes d'enquête, d'analyse peuvent lui apporter une aide appréciable. Puis il convient de choisir, de définir, de souligner, de valoriser, d'exalter certains traits originaux révélés par l'enquête ou certains éléments du paysage urbain : un fleuve, une falaise, un bois, une colline. Les éléments majeurs d'équipement (stades, centres culturels, noyaux d'affaires, etc.) seront localisés de manière à accentuer ces particularités. Pour traduire ces volontés, il existe un instrument de travail dont on ne fait pas assez usage chez nous : le *schéma de structure*.

Que j'aie tardé à en venir à l'aide que les sciences morales peuvent apporter à l'urbanisme ne signifie pas que j'en minimise l'importance. Leur rôle a été fort bien défini par l'urbaniste français Robert Auzelle dans un récent colloque de Royaumont : elles fournissent des informations indispensables sur le présent et permettent de définir avec une certitude raisonnable des actions projetées à court terme ; elles peuvent même infléchir des décisions envisagées à plus long terme. Mais elles sont essentiellement descriptives et trop jeunes pour avoir eu le temps d'aller au fond de la complexité des problèmes posés, de découvrir, d'expliquer ces effets induits, ces interpénétrations qui sont à la base de toute analyse urbaine, tant la nature est nuancée, difficile à saisir et contradictoire.

Les disciplines des sciences humaines, l'économie comme la sociologie, sont encore trop isolées aujourd'hui : c'est de leur regroupement que l'on peut espérer des synthèses, et peut-être même les normes qui permettront de travailler à long terme avec des chances de succès raisonnables.

Autre aide à laquelle l'urbanisme recourt toujours davantage : celle des ordinateurs. Mais là encore, il ne faut pas oublier que les réponses fournies, quelque précises qu'elles soient, sont basées sur des données nécessairement partielles et nécessairement faussées par la simplification et l'abstraction. Le R.P. Philippe nous disait que ce qui est essentiel dans l'homme échappe à l'analyse puisque celle-ci a toujours besoin d'un support quantitatif. Utilisons le pouvoir de compilation, d'information des ordinateurs mais ne soyons pas leurs victimes en urbanisme et dans les sciences humaines. Ils ont trop tendance à devenir l'oreiller de paresse de techniciens soulagés de voir la machine trancher pour eux, et imposer ses « choix ».

Vers un urbanisme de participation

Vous trouverez ce tableau sombre. Quel monde bâti réserve à l'homme de demain cet urbanisme incertain quant à ses moyens, mais aussi quant à ses fins ?

On ne peut avoir aujourd'hui de l'urbanisme une image rationnelle, cartésienne. Aussi n'est-il pas étonnant que ce soit la Grande-Bretagne qui ait été le berceau de l'urbanisme moderne, et qu'elle en soit encore le foyer le plus riche. Le génie anglo-saxon s'accommode mieux qu'un autre de cette confrontation incessante avec la complexité mouvante du concret. Et sa pragmatique est capable de franchir les pièges où la logique seule est inopérante, quand elle n'induit pas en erreur.

Il serait illusoire d'attendre de l'urbanisme des solutions parfaites, et peut-être même satisfaisantes, alors que ses méthodes sont incertaines, l'aide des sciences humaines et de la technique souvent douteuse, et que nous nous trouvons par ailleurs dans un cadre économique et politique peu favorable.

C'est dire l'importance de la *démarche* choisie. Car cet urbanisme incapable de garantir à l'homme de demain le succès de ses tentatives peut au moins lui apporter beaucoup au cours du processus d'études. Par le biais de l'urbanisme, le citoyen aliéné peut se sentir concerné, participer à une action qui engage sa collectivité, intervenir dans son avenir, assumer sa condition urbaine, apprendre à *vivre sa ville*.

Tout le monde ne peut être urbaniste, bien sûr; mais acteur ou footballeur professionnel non plus; or, grâce à tout un milieu de journalistes, d'imprésarios, de critiques, d'entraîneurs, de moniteurs, le public participe à la création théâtrale, à la compétition sportive. Grâce aussi à l'amateurisme. Il pourrait en être de même en urbanisme, domaine où chacun se trouve directement concerné et peut influencer sur son propre avenir, avec l'accord et l'aide des politiques, de représentants de milieux divers et de quartiers, des enseignants, des administrations, et des moyens d'information dont nous disposons.

Contrairement à certaines autres techniques, à certaines sciences, l'urbanisme a cette particularité d'utiliser des méthodes analogues, qu'il les applique à un groupement de maisons ou à la mise en valeur d'une région entière. Aussi, à l'occasion d'une opération très limitée, qui le concerne directement, dont il comprend les implications, le citoyen peut-il s'initier à cette méthode. Il comprendra ensuite ce qui se passe quand ces mêmes méthodes sont appliquées à des problèmes plus vastes et plus graves. Grâce à l'urbanisme, le citoyen pourra se sentir tout d'abord *solidaire* de quelques voisins. Et par la solidarité qui le lie à une collectivité plus vaste sortir de son aliénation.

Est-ce fixer un objectif trop modeste ? ou ridiculement ambitieux ? Il convient en tout cas de tourner le dos, et sans attendre, à cet « urbanisme » servile, secret et honteux, mijoté dans de petits cercles restreints d'intérêts partagés, qui est encore trop souvent de règle chez nous.